



Exploration Midland inc.

États financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017



Le 6 décembre 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires d'Exploration Midland Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Exploration Midland Inc., qui comprennent les états de la situation financière aux 30 septembre 2018 et 2017 et les états du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Exploration Midland Inc. aux 30 septembre 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A123642

Exploration Midland inc.

États de la situation financière

Aux 30 septembre 2018 et 2017

	Au 30 septembre	
	2018	2017
	\$	\$
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	2 752 286	4 628 896
Placements (note 6)	6 550 000	6 503 910
Comptes débiteurs	123 188	105 995
Taxes de vente à recevoir	295 262	279 945
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	830 776	922 454
Frais payés d'avance	88 254	56 671
Total actifs courants	10 639 766	12 497 871
Actifs non courants		
Placement – portion non courante (note 6)	1 200 000	-
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir – portion non courante	90 274	117 623
Actions cotées	40 000	33 000
Actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)		
Propriétés d'exploration	2 537 747	1 896 351
Frais d'exploration et d'évaluation	15 228 482	11 932 760
	17 766 229	13 829 111
Total actifs non courants	19 096 503	13 979 734
Total de l'actif	29 736 269	26 477 605
Passifs		
Passifs courants		
Comptes créditeurs et charges à payer	625 727	477 838
Avances reçues pour travaux d'exploration	-	341 262
Total du passif	625 727	819 100
Capitaux propres		
Capital social	39 352 127	35 142 832
Bons de souscription (note 8)	-	1 922 031
Surplus d'apport	4 756 224	2 679 002
Déficit	(14 997 809)	(14 085 360)
Total des capitaux propres	29 110 542	25 658 505
Total du passif et des capitaux propres	29 736 269	26 477 605

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Au nom du conseil d'administration

(s) Jean-Pierre Janson
Jean-Pierre Janson
Administrateur

(s) Gino Roger
Gino Roger
Président, administrateur

Exploration Midland inc.

États du résultat global

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Produits		
Honoraires de gestion de projets	109 548	96 193
Charges opérationnelles		
Salaires	540 288	584 630
Rémunération à base d'actions	192 395	285 429
Déplacements	59 702	64 091
Loyer et assurances	59 935	55 988
Frais de bureau	151 595	133 918
Frais réglementaires	50 658	43 404
Conférences et implication dans l'industrie minière	160 203	173 937
Communiqués de presse et relations avec les investisseurs	78 264	67 665
Honoraires professionnels	229 973	216 730
Exploration générale	3 000	6 840
Gain sur disposition d'actifs miniers	(8 000)	-
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)	303 610	232 075
Charges opérationnelles	1 821 623	1 864 707
Autres gains ou pertes		
Produits d'intérêts	203 475	169 368
Variation – juste valeur des actions cotées	7 000	3 000
	210 475	172 368
Résultat net avant impôt sur les bénéfices	(1 501 600)	(1 596 146)
Recouvrement d'impôt différé (note 11)	694 070	382 090
Résultat net et global	(807 530)	(1 214 056)
Résultat de base et dilué par action (note 10)	(0,01)	(0,02)

Le résultat net et global est entièrement attribuable aux actionnaires d'Exploration Midland inc.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

États des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

	Nombre d'actions en circulation	Capital social \$	Bons de souscrip- tion \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} octobre 2017	57 161 557	35 142 832	1 922 031	2 679 002	(14 085 360)	25 658 505
Résultat net et global	-	-	-	-	(807 530)	(807 530)
Placement privé	198 386	218 225	-	-	-	218 225
Placement privé accréditif	1 692 854	2 285 354	-	-	-	2 285 354
Moins : la prime	-	(694 070)	-	-	-	(694 070)
	1 692 854	1 591 284	-	-	-	1 591 284
Exercice de bons de souscription	1 522 000	1 892 150	(141 850)	-	-	1 750 300
Bons de souscription expirés	-	-	(1 780 181)	1 780 181	-	-
Acquisition d'actifs miniers	461 487	507 636	-	-	-	507 636
Rémunération à base d'actions	-	-	-	297 041	-	297 041
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(104 919)	(104 919)
Solde au 30 septembre 2018	61 036 284	39 352 127	-	4 756 224	(14 997 809)	29 110 542

	Nombre d'actions en circulation	Capital social \$	Bons de souscrip- tion \$	Surplus d'apport \$	Déficit \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1^{er} octobre 2016	54 674 417	32 332 811	1 997 093	2 224 411	(12 759 167)	23 795 148
Résultat net et global	-	-	-	-	(1 214 056)	(1 214 056)
Placement privé accréditif	1 898 354	2 562 776	-	-	-	2 562 776
Moins : la prime	-	(382 090)	-	-	-	(382 090)
	1 898 354	2 180 686	-	-	-	2 180 686
Exercice de bons de souscription	588 786	629 335	(69 988)	-	-	559 347
Bons de souscription expirés	-	-	(5 074)	5 074	-	-
Rémunération à base d'actions	-	-	-	449 517	-	449 517
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(112 137)	(112 137)
Solde au 30 septembre 2017	57 161 557	35 142 832	1 922 031	2 679 002	(14 085 360)	25 658 505

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation		
Résultat net	(807 530)	(1 214 056)
Ajustement pour :		
Rémunération à base d'actions	192 395	285 429
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	303 610	232 075
Variation - juste valeur des actions cotées	(7 000)	(3 000)
Recouvrement d'impôt différé	(694 070)	(382 090)
	(1 012 595)	(1 081 642)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	(17 193)	(8 562)
Taxes de vente à recevoir	(15 317)	(22 295)
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	-	5 320
Frais payés d'avance	(31 583)	6 439
Comptes créditeurs et charges à payer	380 957	(360 755)
Avances reçues pour travaux d'exploration	(341 262)	326 226
	(24 398)	(53 627)
	(1 036 993)	(1 135 269)
Activités de financement		
Placement privé	218 225	-
Placement privé accréditif	2 285 354	2 562 776
Exercice de bons de souscription	1 750 300	559 347
Frais d'émission d'actions	(104 919)	(112 137)
	4 148 960	3 009 986
Activités d'investissement		
Additions aux placements	(7 750 000)	(3 425 000)
Dispositions ou échéances de placements	6 503 910	8 729 000
Additions aux propriétés d'exploration	(320 970)	(465 274)
Paievements sur option de propriétés d'exploration	-	50 000
Avances payées pour frais d'exploration	-	344 624
Additions aux frais d'exploration et d'évaluation	(4 343 971)	(4 830 008)
Crédits d'impôt et droits miniers reçus	922 454	883 423
	(4 988 577)	1 286 765
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 876 610)	3 161 482
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début (note 5)	4 628 896	1 467 414
Trésorerie et équivalents de trésorerie - à la fin (note 5)	2 752 286	4 628 896

Voir note 15 pour des informations additionnelles

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

1. CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

Exploration Midland inc. (« la Société »), constituée au Canada le 2 octobre 1995 et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), est une entreprise d'exploration minière. Les activités de la Société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières. L'adresse de son siège social est le 1, Place Ville-Marie, bureau 4000, Montréal, Québec, H3B 4M4. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole MD.

Jusqu'à ce qu'il soit déterminé qu'elles contiennent des réserves ou des ressources minérales économiquement exploitables, les propriétés sont classées comme propriétés d'exploration. Le recouvrement des actifs d'exploration et d'évaluation dépend : de la découverte de réserves et de ressources économiquement récupérables; de l'obtention et du maintien de titres et d'intérêt bénéficiaire dans les propriétés; de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à l'exploration et de la vente profitable des actifs. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle a réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et peut ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 Base d'établissement

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). Exception faite de l'adoption de la norme *IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* tel que décrit plus en détail à la note 3, les conventions comptables, les méthodes de calcul et de présentation appliquées dans les présents états financiers sont conformes aux conventions et aux méthodes utilisées au cours de l'exercice financier précédent. Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 6 décembre 2018.

2.2 Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique à l'exception de certains actifs à la juste valeur.

2.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.4 Actifs et activités d'exploration contrôlés conjointement

Un actif contrôlé conjointement implique le contrôle conjoint et permet la possession conjointe par la Société et d'autres entrepreneurs d'actifs apportés ou acquis aux fins de la coentreprise, sans la création d'une société, d'une association ou d'une autre entité.

Lorsque les activités de la Société sont effectuées par l'entremise d'actifs et d'activités d'exploration contrôlés conjointement, les états financiers englobent la quote-part des actifs et des passifs, de même que des produits et des charges de la Société dans les activités.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.5 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier sont expirés, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants ont été transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas ultérieurement comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net, alors l'évaluation initiale inclut les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou la génération de l'actif. Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, selon les fins pour lesquelles les instruments ont été acquis.

Actions cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net :

Les actions cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net sont des placements en titre de capitaux propres initialement comptabilisés à la juste valeur et ultérieurement évaluées à la juste valeur. Les gains et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés à l'état du résultat global. Les dividendes sur ces investissements sont comptabilisés à l'état du résultat global.

Au coût amorti :

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui se composent exclusivement de paiements de capital et d'intérêt détenus dans le cadre d'un modèle d'affaires dont le but est de percevoir ces montants. Les actifs financiers au coût amorti sont initialement comptabilisés au montant qu'il est prévu de recevoir moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour les ramener à la juste valeur. Ultérieurement, les actifs financiers au coût amorti sont évalués en utilisant la méthode du taux d'intérêt en vigueur, diminué d'une provision pour les pertes anticipées. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs sont classés dans cette catégorie.

b) Passifs financiers

Passifs financiers évalués au coût amorti

Les comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

c) Dépréciation d'actifs financiers

Au coût amorti :

La perte attendue représente l'écart entre le coût amorti de l'actif financier et la valeur actuelle des futurs flux de trésorerie anticipés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de l'actif est réduite de ce montant soit directement, soit indirectement par le biais d'un compte de correction de valeur. Les provisions pour les pertes anticipées sont ajustées à la hausse ou à la baisse lors des périodes ultérieures si le montant de la perte anticipée augmente ou diminue. La Société applique la méthode simplifiée permise par IFRS 9 aux créances clients qui exige la comptabilisation des pertes attendues pour la durée de vie dès la comptabilisation initiale de ces créances.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes en banque et des placements liquides à court terme dont l'échéance originale est d'au plus trois mois ou encaissable en tout temps sans pénalités.

2.7 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursable sur les frais admissibles engagés et à des crédits de droits remboursables sur les pertes selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ces crédits sont imputés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation engagés. Étant donné que la Société a l'intention de réaliser la valeur de ses actifs et de ses dettes à travers la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé a été calculé en conséquence.

2.8 Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés d'exploration et de frais d'E&E. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'activités d'E&E sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont engagés.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition moins les dévaluations accumulées. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés (nets des frais d'E&E rechargés aux partenaires) et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques.

Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés lorsque versés ou reçus. Le produit de la cession d'actifs d'E&E est appliqué par propriété contre les propriétés d'exploration, puis contre les frais d'E&E et tout résiduel est présenté à l'état du résultat global à moins que des travaux soient contractuellement requis, auquel cas le gain résiduel est différé et réduit des déboursés contractuels lorsqu'ils seront effectués.

Les fonds reçus de partenaires sur certaines propriétés où la Société est l'opérateur, afin d'y effectuer des travaux d'exploration tel que stipulé dans les ententes, sont comptabilisés à l'état de la situation financière comme avances reçues pour travaux d'exploration à venir. Ces avances sont réduites au fur et à mesure que les travaux d'exploration sont effectués. Les frais de gestion reçus lorsque la Société est l'opérateur sont enregistrés à l'état du résultat global lorsque les frais d'E&E sont rechargés au partenaire. Lorsque le partenaire est l'opérateur, les frais de gestion sont comptabilisés à l'état de la situation financière dans les frais d'E&E.

2.9 Contrats de location simple

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

2.10 Dévaluation des actifs non financiers

Les actifs d'E&E sont révisés, par zone d'intérêt, pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée à l'état du résultat global. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation pour la période.

2.11 Impôt sur le bénéfice

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les capitaux propres.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajusté pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

2.12 Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission des actions. Les bons de souscription représentent l'allocation du montant reçu à l'émission d'unités ainsi que la charge comptabilisée pour les bons de souscription courtier liés à des financements.

Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options et les bons de souscription expirés et non exercés. Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de la période en cours et des périodes antérieures et les frais d'émission d'actions.

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

2.13 Titres accréditifs

La Société finance certains frais d'E&E au moyen de l'émission d'actions accréditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») mesuré au moyen de la méthode résiduelle est constaté à titre de prime liée aux actions accréditives, laquelle est renversée dans le résultat comme recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont encourues. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accréditives et une charge d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés.

2.14 Frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription

Les frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés en déduction des capitaux propres dans le déficit dans l'exercice au cours duquel les actions sont émises.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

2. SOMMAIRE DES PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

2.15 Rémunération à base d'actions

La Société gère un régime de rémunération fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le plan de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèce.

Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les employés et sur la durée prévue au contrat des services rendus pour les non-employés.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, à moins que la juste valeur des services reçus ne puisse être mesurée de façon fiable. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services reçus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Cette juste valeur est évaluée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes et exclut l'incidence des conditions d'acquisition non liées au marché.

La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en charges à l'état du résultat global ou capitalisée dans les frais d'E&E à l'état de la situation financière (sauf pour les bons de souscription courtier) selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit des surplus d'apport. Les bons de souscription courtier liés à des financements, sont comptabilisés comme frais d'émission d'actions en déduction des capitaux propres dans le déficit avec un crédit correspondant aux bons de souscription.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue.

Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital social. Les charges accumulées reliées aux options sur actions comptabilisées au surplus d'apport sont alors transférées au capital social.

2.16 Résultat par action

Le résultat par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des bons de souscription et des options d'achat d'actions à moins qu'elles aient un effet anti-dilutif.

2.17 Constatation des produits

Les honoraires de gestion de projets reçus lorsque la Société est l'opérateur sont constatés à l'état du résultat global au fur et à mesure que les travaux d'exploration rechargés aux partenaires sont encourus.

2.18 Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur soit l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés d'exploration. Toutes les activités de la Société se déroulent au Canada.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Les normes, les amendements et les interprétations publiés les plus pertinents en date de la publication de ces états financiers sont énumérés ci-dessous.

3.1 Normes comptables adoptées

a) IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients (« IFRS 15 »)

IFRS 15 remplace toutes les normes antérieures de comptabilisation des produits, y compris IAS 18, Produits et les interprétations s'y rapportant. La norme précise les exigences pour la comptabilisation des produits. En particulier, la nouvelle norme introduit un cadre global dont le principe directeur veut que l'entité comptabilise les produits d'une façon qui dépeint le transfert de biens et services promis en un montant qui reflète la contrepartie à laquelle l'entité est en droit de s'attendre en échange pour ces biens et services. La norme introduit des orientations plus prescriptives que celles énoncées dans les normes antérieures et pourrait donner lieu à des changements quant au moment où certains types de produits sont comptabilisés. La nouvelle norme aura également pour effet qu'une plus grande quantité d'information sera présentée à propos des produits, de telle sorte qu'une entité fournirait des informations détaillées quant à la nature, au montant, au moment et à l'incertitude des produits et des flux de trésorerie découlant des contrats de l'entité avec ses clients. Le 1er octobre 2017, la Société a adopté la norme IFRS 15 de façon rétrospective. La direction est arrivée à la conclusion qu'en fonction de ses activités actuelles, l'adoption de l'IFRS 15 n'a pas d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

3.2 Normes comptables émises, mais non encore en vigueur

a) IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat, soit le client (le « preneur ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location (« IAS 17 ») et les interprétations connexes. À l'exception des contrats de location à court terme et les contrats de location à faible valeur, tous les contrats de location confèrent au preneur le droit d'utiliser un actif au commencement du contrat de location et, lorsque des paiements au titre de la location sont échelonnés, d'obtenir du financement. Par conséquent, IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de comptabilisation pour le preneur. Selon ce modèle, le preneur devra comptabiliser les éléments suivants :

- les actifs et passifs de tous les contrats de location ayant une échéance de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent a peu de valeur ; et
- l'amortissement des actifs loués séparément de la charge d'intérêts sur l'obligation locative dans l'état des résultats et du résultat global.

La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, l'adoption anticipée étant permise si IFRS 15 produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients est aussi appliquée.

La Société a présentement un seul contrat de location qui sera affecté par IFRS 16, décrit à la note 13. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que cette nouvelle norme aura sur ses états financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

JUGEMENTS

4.1 Dépréciation des actifs d'E&E

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Pour les actifs d'E&E, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif d'E&E ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs.

Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

La perte de valeur totale des actifs d'E&E s'élève à 303 610 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2018 (« Exercice 18 ») (232 075 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2017 (« Exercice 17 »)). Aucune reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

4.2 Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La détermination de l'objectif de réalisation ou règlement des actifs et des passifs de la Société, qui devrait être par la vente des actifs de la Société implique également le jugement.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

4. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES (SUITE)

4.3 Évaluation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits de droits miniers remboursables et les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour les périodes courantes et antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers et les crédits d'impôt relatifs aux ressources, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement. Le calcul des crédits de droits miniers et des crédits d'impôt relatifs aux ressources réclamés par la Société implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement ait été reçu des autorités fiscales dont ils relèvent.

Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues, ou de futurs changements à ces hypothèses, pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers et aux crédits d'impôt relatifs aux ressources, aux actifs et aux dépenses d'exploration et d'évaluation, et aux charges d'impôt sur le revenu lors d'exercices futurs.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société, son rendement financier et ses flux de trésorerie.

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Au 30 septembre	
	2018	2017
	\$	\$
Encaisse	2 752 286	328 896
Certificats de placement garanti portant un taux d'intérêt entre 0,80 % et 1,15 %, échéants entre le 5 décembre 2017 et le 6 juin 2018	-	4 300 000
	2 752 286	4 628 896

Tous les travaux d'exploration imposés par les financements accréditifs de novembre 2016 et de mars 2017 ont été réalisés avant le 30 septembre 2017. De même, tous les travaux d'exploration imposés par les financements accréditifs de novembre 2017 ont été réalisés avant le 30 septembre 2018.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

6. PLACEMENTS

	Au 30 septembre	
	2018	2017
	\$	\$
<i>Courants</i>		
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,71 % et 2,65 %, échéants entre le 6 décembre 2018 et le 16 juillet 2019, ayant une valeur à l'échéance de 6 694 220 \$	6 550 000	-
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt payable annuellement entre 1,40 % et 1,95 %, échéants entre le 30 novembre 2017 et le 23 juillet 2018, ayant une valeur à l'échéance de 6 605 807 \$	-	6 503 910
<i>Non courants</i>		
Certificat de placement garanti non encaissable avant l'échéance, intérêt payable annuellement de 2,84 %, échéants entre le 16 juillet 2020, ayant une valeur à l'échéance de 1 234 080 \$	1 200 000	-
	7 750 000	6 503 910

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Les deux tableaux suivants présentent les coûts d'acquisition des propriétés d'exploration :

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2017	Additions nettes	Émission d'actions	Dépréciation	Au 30 sept. 2018
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 838	85	-	-	290 923
Laflamme	74,3	122 347	13 625	-	(5 874)	130 098
Patris	100	87 072	16 982	-	-	104 054
Casault	50	26 995	2 989	-	-	29 984
Jouvex	50	45 432	5 565	-	(3 303)	47 694
Heva	100	57 906	83	-	-	57 989
Valmond	100	10 756	4 961	-	-	15 717
La Peltrie	100	101 601	(4 578)	-	-	97 023
Wawagasic	100	-	8 678	-	(2 143)	6 535
Adam	100	16 830	12 695	-	(2 632)	26 893
Samson	100	20 166	17 593	-	(1 332)	36 427
Mistaouac	100	-	26 240	-	(1 253)	24 987
Turgeon	100	-	29 386	-	-	29 386
Manthet	100	-	7 776	-	-	7 776
Abitibi Or	100	138 669	(2 433)	-	(130 396) ²⁾	5 840
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	36 703	2 709	-	-	39 412
Gatineau	100	32 102	2 483	-	-	34 585
Baie-James						
Baie-James Au	100	198 893	6 260	-	(1 657)	203 496
Éléonore	100	141 681	21 275	-	-	162 956
JV Éléonore	50	96 972	45 170	-	-	142 142
Isengard ³⁾	100	9 943	733	16 244	-	26 920
Minas Tirith ³⁾	100	1 491	3 743	53 302	-	58 536
Shire ³⁾	100	20 511	8 088	234 020	-	262 619
Elrond ³⁾	100	8 144	271	61 932	-	70 347
Gondor ³⁾	100	3 088	229	12 183	-	15 500
Moria ³⁾	100	7 721	-	101 527	-	109 248
Helms ³⁾	100	5 197	-	28 428	-	33 625
Mythril	100	-	9 057	-	-	9 057
Fangorn	100	-	1 188	-	-	1 188
Nord du Québec						
Pallas EGP	100	105 028	21 523	-	-	126 551
Willbob	100	257 030	31 939	-	-	288 969
Soissons	100	-	23 706	-	-	23 706
Soissons NMEF	50	-	4 100	-	-	4 100
Génération de projets	100	53 235	(19 493)	-	(20 278)	13 464
		1 896 351	302 628	507 636	(168 868)	2 537 747

1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle

2) La Société a radié des projets inclus dans cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché et/ou elle a abandonné tous les claims.

3) Solde groupé sous la propriété BJ Altius durant l'Exercice 17

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2016	Additions nettes	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2017
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 515	323	-	-	290 838
Laflamme	72,6	97 400	31 793	-	(6 846) ¹⁾	122 347
Patris	100	87 072	-	-	-	87 072
Casault	50	17 538	9 457	-	-	26 995
Jouvex	50	44 998	8 141	-	(7 707) ¹⁾	45 432
Heva	100	106 009	1 897	(50 000)	-	57 906
Valmond	100	7 259	5 328	-	(1 831) ¹⁾	10 756
La Peltrie	100	103 593	28 008	(30 000)	-	101 601
Adam	100	11 975	4 855	-	-	16 830
Samson	100	17 406	2 760	-	-	20 166
Abitibi Or	100	149 902	(11 233)	-	-	138 669
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	30 016	13 778	-	(7 091) ¹⁾	36 703
Gatineau	100	8 349	27 561	-	(3 808) ¹⁾	32 102
Baie-James						
Baie-James Au	100	178 881	32 014	-	(12 002) ¹⁾	198 893
Éléonore	100	105 232	36 449	-	-	141 681
JV Éléonore	50	96 217	755	-	-	96 972
JV BJ Altius	50	-	56 095	-	-	56 095
Nord du Québec						
Pallas EGP	100	72 443	38 508	-	(5 923) ¹⁾	105 028
Willbob	100	55 842	201 188	-	-	257 030
Québec / Labrador						
Ytterby	50.6	2 042	-	-	(2 042) ²⁾	-
Génération de projets	100	23 429	31 048	-	(1 242) ¹⁾	53 235
		1 506 118	518 725	(80 000)	(48 492)	1 896 351

1) La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle.

2) La Société a radié cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Les deux tableaux suivants présentent les frais d'exploration et d'évaluation :

Frais d'E&E	Participa- tion indivise	Au 30 sept. 2017	Additions nettes	Paiements sur option	Crédits d'impôt	Dépré- ciation	Au 30 sept. 2018
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	292 271	96 839	-	-	-	389 110
Laflamme	74,3	2 202 064	256 188	-	(30 414)	-	2 427 838
Patris	100	221 844	12 212	-	-	-	234 056
Casault	50	963 965	1 137 572	-	(221 303)	-	1 880 234
Jouvex	50	412 833	129	-	-	-	412 962
Heva	100	261 985	9 825	-	-	-	271 810
Valmond	100	124 314	-	-	-	-	124 314
Samson	100	83 411	85 865	-	(1 166)	-	168 110
La Peltrie	100	1 067 584	11 430	-	(91)	-	1 078 923
Wawagosis	100	-	54 396	-	(21 447)	-	32 949
Adam	100	131 155	155 887	-	(20 379)	-	266 663
Mistaouac	100	-	229 972	-	(5 470)	-	224 502
Turgeon	100	-	197 672	-	(1 007)	-	196 665
Manthet	100	-	8 409	-	-	-	8 409
Abitibi Or	100	203 470	17 164	-	(1 347)	(134 548) ¹⁾	84 739
Grenville-Appalaches							
Weedon	100	626 897	20 400	-	-	-	647 297
Gatineau	100	44 005	27 597	-	(87)	-	71 515
Baie-James							
Baie-James Au	100	362 595	190 656	-	(35 585)	-	517 666
Éléonore	100	1 723 519	50 292	-	(3 601)	-	1 770 210
JV Éléonore	50	291 282	315 038	-	(23 105)	-	583 215
Isengard ²⁾	100	2 072	37 109	-	(2 263)	-	36 918
Minas Tirith ²⁾	100	27 966	8 856	-	(3 111)	-	33 711
Shire ²⁾	100	75 404	239 923	-	(88 732)	-	226 595
Elrond ²⁾	100	30 943	490	-	(27)	-	31 406
Gondor ²⁾	100	5 049	29 023	-	(2 648)	-	31 424
Moria ²⁾	100	21 223	169 731	-	(67 410)	-	123 544
Helms ²⁾	100	124	32 229	-	(13 434)	-	18 919
Mythril	100	-	46 581	-	(18 366)	-	28 215
Fangorn	100	-	10 989	-	(4 332)	-	6 657
Nord du Québec							
Pallas EGP	100	538 746	1 278	-	-	-	540 024
Willbob	100	2 126 873	704 161	-	(206 809)	-	2 624 225
Soissons	100	-	73 023	-	(25 741)	-	47 282
Soissons NMEF	50	-	7 031	-	(2 772)	-	4 259
Génération de projets	100	91 166	(4 076)	-	(2 780)	(194) ¹⁾	84 116
		11 932 760	4 233 891	-	(803 427)	(134 742)	15 228 482

1) La Société a radié des projets inclus dans cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché et/ou elle a abandonné tous les claims.

2) Solde groupé sous la propriété BJ Altius durant l'Exercice 17

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Frais d'E&E	Participa- tion indivise	Au 30 sept. 2016	Additions nettes	Paiements sur option	Crédits d'impôt	Dépré- ciation	Au 30 sept. 2017
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	236 090	56 235	-	(54)	-	292 271
Laflamme	72,6	1 893 853	332 006	-	(23 795)	-	2 202 064
Patris	100	221 646	198	-	-	-	221 844
Casault	50	352 708	691 965	-	(80 708)	-	963 965
Jouvex	50	351 966	62 420	-	(1 553)	-	412 833
Heva	100	157 076	114 219	-	(9 310)	-	261 985
Valmond	100	120 742	3 572	-	-	-	124 314
Samson	100	78 203	6 230	-	(1 022)	-	83 411
La Peltre	100	652 484	425 573	-	(10 473)	-	1 067 584
Adam	100	42 841	95 781	-	(7 467)	-	131 155
Abitibi Or	100	173 644	30 687	-	(861)	-	203 470
Grenville- Appalaches							
Weedon	100	523 230	105 245	-	(1 578)	-	626 897
Gatineau	100	29 024	14 981	-	-	-	44 005
Baie-James							
Baie-James Au	100	261 886	136 659	-	(35 950)	-	362 595
Éléonore	100	1 629 303	130 458	-	(36 242)	-	1 723 519
JV Éléonore	50	124 692	237 687	-	(71 097)	-	291 282
JV BJ Altius	50	-	219 291	-	(56 510)	-	162 781
Nord du Québec							
Pallas EGP	100	369 500	295 012	-	(125 766)	-	538 746
Willbob	100	565 271	2 151 089	-	(589 487)	-	2 126 873
Québec / Labrador							
Ytterby	50.6	183 583	-	-	-	(183 583) ¹⁾	-
Génération de projets	100	74 069	23 436	-	(6 339)	-	91 166
		8 041 811	5 132 744	-	(1 058 212)	(183 583)	11 932 760

1) La Société a radié cette propriété, car aucun programme d'exploration n'est prévu dans un avenir rapproché.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

ABITIBI

7.1 Maritime-Cadillac

La Société détient 49 % de la propriété Maritime-Cadillac. La propriété est assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« NSR »); la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement d'un montant de 1 000 000 \$. En vertu de l'entente signée en juin 2009 et amendée en novembre 2012 et mai 2013, Agnico Eagle Mines Limited (« Agnico Eagle ») et la Société sont en coentreprise sur la propriété Maritime-Cadillac et les travaux futurs sont partagés selon le ratio 51 % Agnico Eagle - 49 % la Société.

7.2 Laflamme Au-Cu

Le 17 août 2009, la Société a signé une entente avec Mines Aurbec Inc. (« Aurbec ») (antérieurement une filiale de North American Palladium Ltd.) qui a été vendue à Minéraux Maudore Ltée en mars 2013. Le 31 juillet 2011, Aurbec avait gagné sa participation indivise de 50 % dans la propriété Laflamme, mais ne contribuait plus aux travaux d'exploration depuis décembre 2012, se faisant ainsi diluer. Le 17 juin 2016, Mines Abcourt inc. a acquis la propriété dans le cadre de la faillite d'Aurbec. La Société détient 74,3 % de la propriété Laflamme.

7.3 Patris

La Société détient la propriété Patris et certains claims sont assujettis aux redevances NSR suivantes :

- 1,5 % rachetable pour 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 500 000 \$.
- 1 % rachetable pour 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$;
- 2 % rachetable pour 1 000 000 \$ par tranche de 1 % pour un total de 2 000 000 \$;
- 2 % rachetable pour 500 000 \$ pour la première tranche de 1 % et pour 1 000 000 \$ pour la deuxième tranche de 1%, pour un total de 1 500 000 \$.

La Société avait signé une entente d'option avec Ressources Teck Ltée (« Teck ») par laquelle Teck avait l'option d'acquérir, en trois options, une participation maximale de 65 % dans la propriété Patris. Le 29 mars 2018, la Société a reçu de Teck un avis de résiliation de l'entente.

7.4 Casault et Jouvex

Le 10 octobre 2014, la Société a signé une entente avec SOQUEM par laquelle SOQUEM a l'option d'acquérir un intérêt indivis de 50 % dans les propriétés Casault et Jouvex. En date du 10 octobre 2016, SOQUEM a complété les engagements de travaux de 4 500 000 \$, a acquis un intérêt indivis de 50 % dans la propriété Casault et Jouvex et est maintenant en coentreprise avec la Société. La Société est l'opérateur.

7.5 Heva

La Société détient la propriété Heva et certains claims sont assujettis à une redevance NSR de 2 % et la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement de 1 000 000 \$.

Le 27 avril 2017, la Société avait signé une entente d'option avec IAMGOLD Corporation (« IAMGOLD ») selon laquelle IAMGOLD pouvait acquérir, en trois options, une participation maximale de 65 % dans la propriété Héva. Le 20 novembre 2018, a reçu d'IAMGOLD l'avis de résiliation de l'entente.

7.6 La Peltrie

La Société détient la propriété La Peltrie et certains claims sont assujettis à une redevance de 1 % sur le métal brut.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

Le 29 août 2017, la Société a signé une entente d'option (amendé le 3 août 2018) avec Les métaux Niobay inc. (« Niobay ») selon laquelle Niobay peut acquérir, en deux options, une participation maximale de 65 % dans la propriété La Peltre en contrepartie des termes suivants :

	Paielements en espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 50 %		
À la signature (complété, 200 000 actions de Niobay reçues évaluées initialement à 30 000 \$)	30 000	-
Le ou avant le 31 décembre 2017 (complété)	-	500 000
Le ou avant le 31 janvier 2019	30 000	-
Le ou avant le 31 août 2019	50 000	400 000
Le ou avant le 31 août 2020	70 000	600 000
Le ou avant le 31 août 2021	70 000	1 500 000
	250 000	3 000 000

Suite à l'exercice de cette première option de 50 %, NioBay aura l'option d'augmenter sa participation de 15 % pour une participation indivise de 65 % en contrepartie de la production d'une évaluation économique préliminaire avant le 31 août 2023.

7.7 Abitibi Or

Le 28 mars 2018, la Société a signé une lettre d'intention, qui a été formalisée par une entente définitive datée du 16 juillet 2018, par laquelle elle a vendu 17 claims pour 8 000 \$ en espèces et une royauté NSR de 1 %.

GRENVILLE-APPALACHES

7.8 Weedon

La Société détient la propriété Weedon et certains claims sont assujettis à une redevance NSR de :

- 1 % rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$;
- 0,5 % rachetable sur paiement de 500 000 \$;
- 1,5 % sur tous les métaux à l'exception de l'or et l'argent, rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0,5 % pour un total de 1 500 000 \$.

BAIE-JAMES

7.9 Baie-James Or JV (Au)

Le 13 juin 2016, une entente de coentreprise (50 % - 50 %) a été signée avec Minière Osisko inc. (antérieurement Exploration Osisko -Baie James inc.) (« Osisko ») permettant ainsi à Osisko et la Société de coopérer et combiner leurs efforts pour explorer la propriété JV Éléonore récemment jalonnée par les deux sociétés. La propriété est située environ 12 kilomètres au sud-est et au nord-ouest du gisement Éléonore de Goldcorp inc. Osisko est l'opérateur. Chaque partenaire a obtenu une royauté NSR de 0,5 % en contrepartie mutuelle de la constitution de la coentreprise.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

7.10 JV BJ Altius (Au)

Le 10 février 2017, la Société a signé une lettre d'entente afin de créer une alliance stratégique avec Altius Mineral Corporation (« Altius »), permettant ainsi à Altius et la Société de combiner leurs efforts pour explorer conjointement le potentiel aurifère du vaste territoire de la Baie-James. La Société est le gérant des travaux d'exploration.

Les projets suivants ont été identifiés comme projets désignés : Elrond, Gondor, Hemls Deep, Isengard, Minas Tirith, Moria, Shire, Mythril et Fangorn.

Le 13 juillet 2018, la Société a amendé le protocole d'entente (« Protocole ») de l'alliance stratégique de la Baie James (« Alliance ») signée le 30 mars 2017 comme suit:

- Altius a échangé ses intérêts de 50 % dans les Projets Désignés pour 461 487 actions ordinaires évaluées à \$507,636, ce qui correspond à la portion d'Altius dans les dépenses d'exploration sur les Projets Désignés;
- Altius a souscrit 198 386 actions ordinaires à 1,10 \$, ce qui correspond à la part d'Altius dans le budget d'exploration de la phase 2 approuvé pour 2018;
- Altius souscrira des actions ordinaires additionnelles correspondant à la part d'Altius dans le budget d'exploration sur les Projets Désignés, évaluées au prix du marché;
- Si de nouveaux projets sont désignés, Altius souscrira des actions ordinaires additionnelles correspondant à la portion d'Altius dans le budget d'exploration, évaluées au prix du marché;
- Tous les projets désignés requerront l'enregistrement d'un NSR de 2 % à 50 %-50% pour chaque parti (« Royauté de l'Alliance »), avec un droit mutuel de première offre sur la vente de tout intérêt dans les Royautés de l'Alliance.

Le Protocole expirera le 31 décembre 2019, avec une option de continuer l'Alliance pour deux années additionnelles. La durée du Protocole peut être réduite ou augmentée avec l'accord mutuel des parties.

NORD DU QUÉBEC

7.11 Pallas EGP

Le 28 mars 2017, JOGMEC s'est retirée de l'entente d'option signée le 21 janvier 2014 et elle a abandonné son droit d'exercer son option d'acquérir un intérêt de 50 % dans la propriété Pallas EGP.

7.12 Willbob

La Société détient la propriété Willbob et certains claims sont assujettis à une redevance de 2 % NSR.

Le 2 octobre 2017, la Société a signé une entente d'acquisition par laquelle elle a acquis des claims pour un paiement en espèces de 10 000 \$ et une redevance de 2 % NSR dont 1 % est rachetable sur paiement de 1 000 000 \$.

7.13 Propriété Soissons-NMEF

Le 27 juillet 2018, la Société a signé une entente de partenariat à 50 % - 50 % avec le Fonds d'exploration minière du Nunavik (« NMEF »), pour explorer un secteur de la propriété Soissons située entre 50 et 100 kilomètres au sud-est de Kuujuaq, Nunavik, Québec. Le NMEF sera l'opérateur du partenariat.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

7. ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

QUÉBEC / LABRADOR

7.14 Ytterby

Le 23 février 2010, la Société a signé une lettre d'entente (puis une lettre d'entente définitive le 29 juillet 2011) avec JOGMEC par laquelle JOGMEC a gagné le droit à une participation conjointe de 50 % dans la propriété Ytterby, en contrepartie de 2 700 000 \$ de travaux d'exploration. Au 30 septembre 2016, JOGMEC n'avait pas encore donné son avis d'exercer son droit. Au printemps 2015, JOGMEC a indiqué qu'elle ne participerait pas au programme d'exploration et son intérêt a été dilué à 49,4 %. Le 2 décembre 2017, les 31 derniers claims qui constituaient la propriété Ytterby au Québec ont expiré, alors que tous les claims au Labrador ont été abandonnés durant l'exercice 17. La Société a procédé à une radiation complète de la propriété Ytterby pour 185 625 \$ (une dépréciation partielle de 7 162 \$ a été constatée durant l'Exercice 16 et tous les claims au Québec ont été dépréciés antérieurement). Ainsi, en date du 2 décembre 2017, la lettre d'entente signée le 23 février 2010 avec JOGMEC est de facto terminée et JOGMEC a perdu son intérêt de 49,4 %.

8. CAPITAUX PROPRES

Autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et participatives.

8.1 Placements privés

a) Novembre 2016

Les 17 et 24 novembre 2016, la Société a complété un placement privé par l'émission de 1 284 354 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 1 733 876 \$. À ces dates, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 1,15 \$ et 1,14 \$ respectivement, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,20 \$ et 0,21 \$ respectivement, pour une valeur totale de 259 290 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 60 650 \$. Des administrateurs et dirigeants ont participé à ce placements pour un montant total de 136 100 \$ selon les mêmes conditions que les autres investisseurs.

b) Mars 2017

Le 16 mars 2017, la Société a complété un placement privé par l'émission de 614 000 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 828 900 \$. À cette date, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 1,15 \$, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,20 \$ pour une valeur totale de 122 800 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives.

c) Novembre 2017

Le 22 novembre 2017, la Société a complété un placement privé par l'émission de 1 692 854 actions accréditives à 1,35 \$ chacune, pour un produit brut total de 2 285 354 \$. À cette date, le cours de clôture des actions à la Bourse était de 0,94 \$, ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditives est de 0,41 \$ pour une valeur totale de 694 070 \$ créditée au passif lié à la prime sur les actions accréditives. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 64 572 \$. Des administrateurs et dirigeants ont participé à ce placement pour un montant total de 131 625 \$ selon les mêmes conditions que les autres investisseurs.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

8. CAPITAUX PROPRES (SUITE)

8.2 Bons de souscription

Les mouvements dans le nombre de bons de souscription en circulation de la Société se détaillent comme suit:

	Exercice 18		Exercice 17	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	20 622 569	1 922 031	21 254 213	1 997 093
Exercés	(1 522 000)	(141 850)	(588 786)	(69 988)
Expirés	(19 100 569)	(1 780 181)	(42 858)	(5 074)
Solde à la fin de l'exercice	-	-	20 622 569	1 922 031

8.3 Politiques et procédures de gestion du capital

Le capital de la Société est constitué des capitaux propres de 29 110 542 \$ au 30 septembre 2018 (25 658 505 \$ au 30 septembre 2017). En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre son exploitation ainsi que ses programmes d'acquisition et d'exploration de propriétés minières. Au besoin, la Société lève des fonds dans le marché des capitaux. La Société ne se sert pas d'emprunt à long terme, car elle ne génère pas de revenus d'exploitation. Il n'y a pas de politique de versement de dividendes. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accréditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration (et la Société était conforme durant l'année).

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

9.1 Salaires

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Salaires	1 153 221	1 023 499
Jetons administrateurs	64 500	51 000
Charges sociales	73 585	129 666
	1 291 306	1 204 165
Moins : salaires et charges sociales capitalisés aux actifs d'E&E	(751 018)	(619 535)
Salaires présentés à l'état du résultat global	540 288	584 630

9.2 Rémunération à base d'actions

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Rémunération à base d'actions	297 041	449 517
Moins : rémunération à base d'actions capitalisée aux actifs d'E&E	(104 646)	(164 088)
Rémunération à base d'actions présentée à l'état du résultat global	192 395	285 429

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (SUITE)

La Société a un régime d'options d'achat d'actions (le « régime »). Le nombre d'actions ordinaires attribué est déterminé par le conseil d'administration. Le 15 février 2018, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du nombre d'actions pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions, soit de 5 400 000 à 5 790 000 actions. De plus, le régime a été modifié pour permettre la prolongation de l'échéance lors de période d'interdiction de transiger. Ces modifications au régime ont été approuvées par la Bourse. Le prix d'exercice de toute option attribuée dans le cadre du régime sera établi par le conseil d'administration au moment de l'attribution et ne pourra être inférieur au cours de clôture le jour précédant l'octroi. La durée d'une option ne dépassera pas dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sont normalement acquises à raison de 1/6 par 3 mois à partir de la date de l'octroi, à moins qu'il ne soit décidé autrement par le conseil d'administration.

Le 21 février 2017, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 545 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,14 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 288 850 \$ soit une juste valeur de 0,53 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,33 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 10 mai 2017, la Société a octroyé à un administrateur 100 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,04 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 48 000 \$ soit une juste valeur de 0,48 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,27 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 15 février 2018, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 570 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,89 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 245 100 \$ soit une juste valeur de 0,43 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 2,22 %, volatilité prévue de 48 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

9. RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL (SUITE)

Les opérations sur les options d'achat d'actions en circulation se détaillent comme suit:

	Exercice 18		Exercice 17	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
		\$		\$
Solde au début de l'exercice	3 190 000	1,10	2 495 000	1,10
Octroyées	570 000	0,89	695 000	1,13
Solde à la fin de l'exercice	3 760 000	1,07	3 190 000	1,10
Solde à la fin de l'exercice exerçable	3 363 334	1,09	2 551 668	1,10

Les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 septembre 2018 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
		\$	
260 000	260 000	1,76	17 février 2021
315 000	315 000	1,54	16 février 2022
20 000	20 000	1,61	27 février 2022
345 000	345 000	1,25	19 février 2023
605 000	605 000	0,85	20 février 2024
450 000	450 000	0,60	13 août 2025
500 000	500 000	1,10	11 août 2026
50 000	50 000	1,13	23 novembre 2026
545 000	545 000	1,14	21 février 2027
100 000	83 334	1,04	10 mai 2027
570 000	190 000	0,89	15 février 2028
3 760 000	3 363 334		

10. PERTE NETTE PAR ACTION

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'année divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année. En calculant le résultat dilué par action, les actions ordinaires potentielles, telles que les options et les bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet anti dilutif. Les informations sur les options et les bons de souscription en circulation ayant un effet potentiellement dilutif sur le résultat par action futur sont présentées aux notes 8 et 9.

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Résultat net	(807 530)	(1 214 056)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	59 302 366	56 669 706
Résultat de base et diluée par action	(0,01)	(0,02)

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La dépense d'impôt différé est constituée des éléments suivants :

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Recouvrement d'impôt différé		
Prime sur émission d'actions accréditives	694 070	382 090
Total du recouvrement d'impôt	694 070	382 090

Les différences entre la provision pour impôt figurant sur les états financiers et la provision pour impôt calculée selon le taux d'imposition statutaire combiné canadien se détaillent comme suit :

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Résultat net avant impôts sur les bénéfices	(1 501 600)	(1 596 146)
Impôts au taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial de 26,70 % (26,90 %)	(400 927)	(428 000)
Dépenses non déductibles	51 369	84 500
Incidence fiscale de la renonciation aux déductions de dépenses admissibles en faveur des porteurs d'actions accréditives	605 619	679 100
Amortissement des primes sur les actions accréditives	(694 070)	(382 090)
Différences temporelles non comptabilisées	(262 911)	(330 900)
Autres éléments	6 850	4 700
Attributs fiscaux expirés	-	-
	(694 070)	(382 090)

La réalisation de bénéfices imposable est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la vente de propriétés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus seulement dans la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôt différés n'ont pas été comptabilisés : ces actifs d'impôts différés non comptabilisés totalisent 639 000 \$.

Les composantes importantes des actifs et passifs d'impôt différés sont les suivantes :

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Pertes autres qu'en capital	2 599 000	2 162 000
Dons	25 000	25 000
Frais d'émission d'actions et de bons de souscription	98 000	145 000
Total des actifs d'impôts différés	2 722 000	2 332 000
Passifs d'impôts différés		
Actifs d'E&E	2 083 000	1 432 500
Total des passifs d'impôts différés	2 083 000	1 432 500
Actifs d'impôt différés non reconnus	639 000	899 500

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

11. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (SUITE)

Au 30 septembre 2018, les dates d'expiration des pertes disponibles afin de réduire les bénéfices imposables futurs sont les suivantes:

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
2026	84 000	69 000
2027	126 000	112 000
2027	177 000	183 000
2028	540 000	514 000
2029	645 000	631 000
2030	726 000	713 000
2031	677 000	663 000
2032	748 000	736 000
2033	906 000	891 000
2034	760 000	749 000
2035	820 000	811 000
2036	1 062 000	1 048 000
2037	1 360 000	1 343 000
2038	1 259 000	1 241 000

12. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

12.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration ainsi que le président, le vice-président exploration et la chef de la direction financière. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Avantages à court terme		
Salaires incluant les primes et avantages	476 712	433 395
Honoraires	73 898	61 118
Honoraires enregistrés dans les frais d'émission d'actions	9 570	8 338
Salaires incluant les primes et avantages capitalisés dans les frais d'E&E	122 947	134 403
Avantages à long terme		
Rémunération à base d'actions	185 532	279 618
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&E	25 176	42 370
Total de la rémunération	893 835	959 242

Le 1^{er} janvier 2015, la Société a conclu des contrats d'emploi amendés avec certains membres de la haute direction, lesquels prévoient, entre autres, une indemnité de départ équivalente à la rémunération de 12 mois à 18 mois de salaire de base dans le cas d'une cessation d'emploi sans motif valable ou d'un changement de contrôle. De plus, le 1^{er} janvier 2015, la Société a conclu un contrat de services consultatifs avec une membre de la haute direction, lequel prévoit, entre autres, une somme forfaitaire équivalente à la rémunération de 18 mois de services consultatifs dans le cas d'une terminaison du contrat sans motif valable ou d'un changement de contrôle.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

12. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS ET TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (SUITE)

12.2 Transactions entre parties liées

En plus des montants divulgués à la note 12.1 sur la rémunération des principaux dirigeants, voici les transactions entre parties liées :

Dans le cours normal des affaires :

- Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 69 469 \$ (76 821 \$ durant l'Exercice 17) dont 51 026 \$ (49 469 \$ durant l'Exercice 17) ont été comptabilisés à l'état du résultat global et 18 443 \$ (27 352 \$ durant l'Exercice 17) ont été comptabilisés comme frais d'émission d'actions.
- Une société contrôlée par une dirigeante a facturé des honoraires totalisant 47 634 \$ (51 508 \$ durant l'Exercice 17) pour son équipe;
- Au 30 septembre 2018, le montant dû aux parties liées s'élevait à 4 581 \$ (7 861 \$ au 30 septembre 2017).

13. CONTRAT DE LOCATION SIMPLE

Les paiements minimaux futurs de location s'établissent comme suit (en prenant pour hypothèse que l'indice du prix à la consommation sera le même que celui du rapport de septembre 2018 pour 12 mois émis par Statistique Canada, soit 1,7 %) :

	Au 30 septembre 2018
	\$
Moins d'un an	32 689
De 1 à 5 ans	82 304
Plus de 5 ans	-
Total	114 993

En février 2016, la Société a renouvelé le bail pour une période de cinq ans, soit de mars 2017 jusqu'en février 2022. Le loyer de la première année est de 31 432 \$ et sera par la suite indexé annuellement selon le plus élevé de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et 2,5 %. La Société est aussi responsable de sa quote-part proportionnelle de la surtaxe pour immeubles non résidentiels et la taxe d'eau.

Les paiements au titre de la location comptabilisés en charges au cours de l'année financière totalisent 35 832 \$ (31 062 \$ durant l'Exercice 17). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location.

14. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que la politique en matière de gestion des risques financiers se détaillent comme suit:

14.1 Risques de marché

Risque lié à la juste valeur du taux d'intérêt

Puisque les certificats de placement garantis sont à taux d'intérêt fixe, la Société n'est pas exposée au risque de fluctuation de taux d'intérêt. Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

14. INSTRUMENTS ET RISQUES FINANCIERS (SUITE)

Risque lié aux actions cotées

Le risque de marché des actions cotées est le risque que la juste valeur d'un instrument financier varie en raison de la conjoncture dans le secteur minier canadien et des fluctuations des marchés boursiers. En ce qui concerne les placements évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, une variation de plus ou moins 20 % des cours du marché au 30 septembre 2018 se solderait par une variation du résultat net estimée à 8 000 \$.

14.2 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs. La Société réduit le risque de crédit en maintenant une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie et ses placements dans des instruments financiers détenus chez une banque à charte canadienne, un courtier détenu par une banque à charte ou une société indépendante courtier en valeurs mobilières membre du Fonds canadien de protection des épargnants.

Durant l'Exercice 18, les placements comprennent des certificats de placement garanti par des banques canadiennes ou par le Fonds canadien de protection des épargnants. La Société vise à signer des ententes de partenariat avec des sociétés établies et elle suit leur situation de trésorerie de près afin de réduire les risques de crédit sur les comptes débiteurs. La valeur comptable de la trésorerie et équivalent de trésorerie et des investissements représente le risque de crédit maximum. Néanmoins, la direction considère le risque de crédit minimal et davantage de divulgation ne serait pas significative.

14.3 Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 30 septembre 2018, la Société avait suffisamment de liquidités pour prendre en charge ses passifs financiers et les passifs financiers futurs provenant de ses engagements existants. Tous les comptes créditeurs et charges à payer sont moins de 31 jours.

14.4 Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs, placements, comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration à venir est considérée être une approximation raisonnable de leur juste valeur de par leur maturité à court terme et ainsi que des termes contractuels de ces instruments.

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

La juste valeur des actions cotées évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net est établie au moyen du cours de clôture dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument auquel la Société a facilement accès et ainsi est classée comme niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

Pour les exercices terminés les 30 septembre 2018 et 2017

15. INFORMATIONS ADDITIONNELLES RELATIVEMENT AU TABLEAU DE TRÉSORERIE

	Exercice 18	Exercice 17
	\$	\$
Rémunération à base d'actions incluse dans les frais d'E&E	104 646	164 088
Additions aux propriétés d'exploration et aux frais d'E&E inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	437 789	204 721
Acquisition d'actifs miniers par l'émission d'actions	507 636	
Crédits d'impôt à recevoir comptabilisés en réduction des frais d'E&E	803 427	1 058 212
Actions cotées reçues pour paiement sur option	-	30 000
Exercice de bons de souscription imputé au capital social	141 850	69 988
Intérêts reçus	159 215	213 399

16. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 5 décembre 2018, la Société a complété un placement privé par l'émission d'un total de 1 969 638 actions accréditives à 1,35 \$ chacune pour un produit brut total de 2 659 012 \$. Dans le cadre du placement privé, la Société a payé des honoraires d'intermédiation de 127 414 \$. Des administrateurs et dirigeants ont participé à ce placement pour un montant total de 141 750 \$ selon les mêmes modalités que les autres investisseurs.